DUŠAN T. BATAKOVIĆ

LA CRISE YOUGOSLAVE: LES ASPECTS HISTORIQUES

Les causes de la guerre qui a déchiré ce qui était la Yougoslavie sont nombreuses et ont différentes origines. Tout d'abord, existaient des différences profondes entre les provinces yougoslaves qui ont des causes diverses.

Premièrement, les *causes structurelles* sont les suivantes: a) des différents degrés de développement économique et culturel; b) l'existence de trois religions principales, catholique, orthodoxe et islamique, qui va de pair avec un remarquable manque de tolérance; c) le lourd handicap des conflits mutuels provoqués par des mouvements nationaux opposés; d) l'absence d'une culture commune et démocratique; e) Des liens culturels avec les centres des empires d'autrefoi sur les ruines desquels la Yougoslavie s'est créee.

Deuxièmement, à ces causes d'ordre structurel se sont ajoutées des *causes idéologiques:* la solution communiste aux problèmes et conflits yougoslaves ne visait pas à les résoudre, mais seulement à assurer l'accession du Parti communiste yougoslave (PCY) au pouvoir. La variante de la solution titiste à la question nationale s'est bornée à la formation de républiques national-communistes et à l'union des ces quasi-Etats réunis par le charisme du leader à la main de fer. La structure titiste a semé les germes de la guerre actuelle, qui aurait pu éclater dès la disparition du liant principal de la Yougoslavie communiste, à savoir la peur de l'invasion soviétique.

Troisièmement, les *causes politiques* - la cause de la guerre, la mieux connue aujourd'hui, c'est le manque évident de bonne volonté des dirigeants ex-communistes et des élites nationales pour essayer de trouver des solutions appropriées à la fin du XXème siècle, à des conflits qui ont déchiré la Yougoslavie dès sa naissance.

Décidés tous à conquérir l'indépendance de leurs peuples à tout prix, au prix d'un conflit armé et au détriment des autres, ils ont provoqué une guerre totale. La brutalité actuelle de la guerre est due à un mélange dangereux d'exclusivité communiste, de haine nationale et d'intolérance religieuse. La responsabilité commune des dirigeants postcommunistes est indiscutable: tous, sans exception, ont transferé le collectivisme communiste sur le plan national, tentant d'échapper ainsi aux défis de la modernisation, au passage à l'économie de marché et à la démocratisation.

Quatrièmement, les *causes géopolitiques:* l'atmosphère d'intolérance a été intensifié par les décisions incohérentes et même inconséquentes de la communauté européenne. La CEE ne peut pas échapper à sa partie de responsabilité dans le déchirement de la fédération yougoslave. L'ex-Yougoslavie est devenue l'exemple négatif de l'absurdité de la fragmentation comme solution politique globale au moment précisément où l'Europe se dirige vers l'intégration. Le modèle de l'autodétermination des *territoires*, et non des *peuples*, appliqué par les médiateurs européens a démontré que la solution adoptée était précisément celle du titisme: celle du concept communiste d'organisation étatique qui a mené au conflit.

Malgré le lourd héritage historique, et en particulier l'expérience tragique de la guerre civile, interethnique et interconfessionnelle —le génocide perpétré par les oustachis, le régime croate pro-nazi— lors de la Deuxième Guerre mondiale, la solution optimale pour la Yougoslavie était de rester une entité. Les sept décennies de vie commune dans le Royaume puis dans une variante souple du communisme, ouverte sur l'Occident, lui ont donné des avantages économiques non négligeables sur les pays du socialisme réel.

Malheureusement, les mécanismes de dissolution de la Yougoslavie, déjà esquissés par l'histoire, ont été inscrits dans le système communiste, dont le traitement inégal de la question nationale a créé des conditions favorables à une guerre future. Nous essaierons d'analyser ici le développement historique de la question yougoslave en mettant l'accent sur les aspects historiques de la guerre civile actuelle.

La disparition de la Yougoslavie a suscité l'idée qu'elle n'était qu'une création artificielle abritant des peuples différents qui y vivaient malgré leur volonté. Au moment de sa création, le 1er décembre 1918, la Yougoslavie a été la solution optimale pour tous les peuples qui l'ont rejointe, pourtant pour des raisons différentes.

La Serbie avec le Monténégro, alliée de l'Entente dans la Première Guerre mondiale, avait proclamé ouvertement dès 1914 son but, à savoir: former, après la victoire, avec le soutien de la Russie et de la France, un grand Etat des Slaves du Sud sur les ruines de l'Autriche-Hongrie. Ainsi, presque tous les Serbes s'y trouveraient sous le même toit, mêlés aux musulmans et aux Croates de Bosnie-Herzégovine et de Croatie ethniquement proches ainsi qu'aux Slovènes, peuple slave des versants sud des Alpes.

Pour les Croates, la Yougoslavie a été le meilleur moyen de réunir toutes leurs provinces historiques au sein d'un même Etat et notamment de sauver la Dalmatie, région du littoral oriental de l'Adriatique promis par l'Entente à l'Italie; pour les Slovènes elle représentait le salut face à une germanisation

accélérée. Pour les trois peuples ce grand Etat, que les représentants de l'élite éclairée aimaient appeler la Yougoslavie, le pays des Slaves du sud, devait servir de garantie contre le revanchisme et les prétentions territoriales des Etats voisins[1].

I. LES CAUSES STRUCTURELLES

1. Les mouvements nationaux

L'idée yougoslave était un projet de l'élite éclairée des trois peuples, qui prenaient, selon le modèle de Fichte, la langue comme base de la nation. Dans le large espace allant de Skoplje à Zagreb et de Dubrovnik à Subotica en Voïvodine la majorité de la population parlait, certes avec des différences dialectales, la même variante chtokavienne de la langue populaire, variante que les Serbes de l'Herzégovine de l'Est avaient diffusé dans tout l'espace 'patriarcale' au centre des Balkans. La version littéraire du dialecte chtokavien fut codifiée par le réformateur serbe Vuk Stefanović, Karadžic, originaire de ces régions. Au milieu du XIXème siècle cette version fut acceptée comme base de la langue littéraire commune. Les idées sur la similitude de langue et la proximité éthnique ont donné naissance à l'idée yougoslave en tant que concept culturel d'une nation[2].

Les Croates. Les Croates ont été les seuls, au XIXème siècle, à tirer concrètement profit de l'idée yougoslave, dont ils étaient les auteurs. L'idée yougoslave leur a permis de réaliser leur émancipation nationale à l'égard de la Hongrie, dont il relevaient depuis 1102, et de Vienne. qui régnait jusqu'au XVIème siècle sur les deux peuples.

Le problème des Serbes pesait constamment sur la société croate qui, prenant la politique nationale des Hongrois pour modèle, déduisait ses droits nationaux du droit féodal ('les droits historiques') et non du principe national. Sauf en de rares occasions, comme lors de la résistance commune à la révolution hongroise de 1848, les rapports entre les Serbes et les Croates dans l'empire des Habsbourg étaient plutôt tendus, malgré les efforts faits par

1. Cf. Dimitrije Djordjevic (éd.), *The Creation of Yugoslavia 1914-1918,* Clio Press Santa Barbara-Oxford 1980.

2. Cf. Wolf Dietrich Beschnitt, *Nationalismus bei Serben und Kroaten 1830-1914. Analyse und Typologie der nationalen Ideologie,* R. Oldenbourg Verlag, München 1980; Milorad Ekmečić, *Stvaranje Jugoslavije 1790-1918,* vol. I-II, Prosveta, Belgrade 1989.

l'élite éclairée pour aplanir les dissensions. Les Serbes en Croatie étaient concentrés dans les *Confins Militaires* (*Vojna Krajina*), et en tant que troupes professionnelles de l'Empire des Habsbourg ils étaient sous la juridiction directe de Vienne. A la différence des Croates ils étaient libérés des obligations dues au système féodal et n'avaient pas une société structurée[3].

Dans le cadre de l'Autriche-Hongrie, chez les Croates, et même chez les Slovènes s'opposaient deux concepts d'idéologie nationale, l'un éclairé et libéral, incarné par l'idée yougoslave, et l'autre sectaire faisant de la religion le facteur déterminant par excellence de la nation. La majorité de la population rurale, fortement attachée à l'Eglise catholique locale, adhérait à l'idéologie d'Ante Starčević, le fondateur du *Parti du droit (Stranka prava)*, idéologie basée sur l'exclusivité nationale, qui contestait aux Serbes le droit à l'existence[4].

Seul le cercle intellectuel réuni autour de l'évêque Strossmayer, un catholique libéral, était pour un rapprochement avec les Serbes. Strossmayer leur offrait Zagreb comme Piémont culturel et proposait indirectement l'union des Eglises. Des courants cléricaux prirent le dessus en Croatie. Adoptant l'idéologie de Starčević après le Premier congrès catholique croate tenu en 1900, ils dessinérent une carte de la Grande Croatie qui allait de Kotor dans le Monténégro jusqu'à Zemun près de Belgrade. Au début du XXème siècle, inspirée par les idées de T. Massaryk, la jeune génération des politiciens serbes et croates qui pensait que l'idee yougoslave était une solution optimale à la question nationale pour les Slaves du Sud, s'éleva contre cette politique[5].

Les Serbes. L'idée nationale serbe a suivi durant tout le XIXème siècle le modèle de l'Etat-nation sur le modèle français. L'Etat d'origine révolutionnaire, né de la guerre de libération nationale contre les Turcs (1804-1813), guerre qui fut en même temps une révolution sociale, avait comme principe le souveraineté du peuple. Déjà constitués en nation moderne les Serbes ont très tard, définitivement au début du XXème siècle, accepté l'idée de l'unité culturelle des Slaves du Sud, et l'ont comprise comme l'union d'un seul peuple divisé en trois tribus avec trois noms historiques[6].

3. G. E. Rothenberg, *The Austrian Military Border in Croatia 1740-1881*; *A Study of an Imperial Institution*, Chicago 1966; Jean Nouzille, *Histoire des frontières*, Berg International, Paris 1991. Cf. aussi Mirjana Gross, *Poceci moderne Hrvatske*, Globus, Zagreb 1988.

4. M. S. Spalatin, "The Croatian Nationalism of Ante Starcevic 1845-1871", *The Journal of Croatian Studies*, vol. 16 (1975), pp. 105-146.

5. Cf. M. Gross, *Vladavina hrvatsko-srpske koalicije 1906-1907*, Institut društvenih nauka, Belgrade 1961.

6. Wayne Vucinich (éd.), *The First Serbian Uprising*, Boulder Colorado 1981.

La crise d'Orient de 1875-1878 a mis fin au processus de libération nationale. Cette crise a commencé par des insurrections des Serbes en Herzégovine et en Bosnie motivées par leur désir de rattachement à la Serbie et au Monténégro, donc aux deux principautés autonomes existant dans le cadre de l'empire ottoman. Le Traité de Berlin qui intervint à la suite des deux guerres contre les Turcs, a apporté en 1878 l'indépendance à la Serbie et au Monténégro sans réaliser leur but principal: la libération de la Bosnie et de l'Herzégovine, provinces turques, peuplées alors en majorité (42%) de Serbes. Les deux décennies suivantes se sont passées sous le signe de l'influence dominante austro-hongroise sur les Balkans entiers. En Bosnie-Herzégovine les autorités austro-hongroises persecutèrent d'une façon systématique les Serbes, favorisèrent les Croates et essayèrent de créer une nouvelle nation 'bosniaque' à partir de musulmans et les séparèrent ainsi des Serbes, et ce pour longtemps[7].

La Serbie, s'arrachant à la tutelle austro-hongroise par le coup d'Etat et l'assassinat du roi en 1903, devint une monarchie parlementaire avec les institutions libérales, une vie politique libre. La stabilisation de son système démocratique, sa renommée culturelle et surtout ses succès militaires dans les guerres balkaniques (1912-1913) en ont fait le centre d'attraction du mouvement yougoslave, très populaire chez la jeunesse libérale croate et slovène[8].

Mais le principe de la souverainete du peuple et le droit à l'auto-détermination furent perçus à Vienne comme une menace directe pour l'existence de l'Autriche-Hongrie. La réponse au défi serbe, dénommé péjorativement à Vienne "le danger grand-serbe", fut l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908. L'opinion publique en Serbie et au Monténégro réclamait la guerre, mais sous la pression des grandes puissances la Serbie fut obligée d'accepter le fait accompli et de déclarer que ses intérêts n'étaient pas menacés[9].

Quatre ans plus tard, à Sarajevo, l'héritier du trône François-Ferdinand fut tué par un jeune Serbe appartenant à l'organisation secrète "la Jeune Bosnie". François-Ferdinand était considéré comme le meneur du parti

7. M. S. Anderson, *The Eastern Question 1774-1923,* London 1966; M. Ekmečić, *Bosanski ustanak 1875-1878,* Sarajevo 1973, pp. 120-132; Tomislav Kraljačić, *Kalajev režim u Bosni i Hercegovini 1882-1903,* Ed. Veselin Masleša, Sarajevo 1987, pp. 214-272.

8. Cf. Bela K. Kiraly et Dimitrije Djordjevic (éd.), *East Central European Society and the Balkan Wars,* War and Society in East Central Europe, vol. XVIII, Boulder Colorado, 1986.

9. Momtchilo Nintchitch, *La crise bosniaque,* Paris 1936.

militariste de Vienne qui cherchait à régler de façon définitive ses comptes avec la Serbie[10].

Dans "la Grande Guerre" qui suivit, l'Autriche-Hongrie prit l'attentat de Sarajevo comme prétexte pour régler ses comptes avec la Serbie et le Monténégro, prétexte qu'elle attendait depuis longtemps. Ses généraux étaient d'avis qu'il aurait fallu dès 1908, et au plus tard en 1912 organiser une campagne punitive contre la Serbie et en terminer une fois pour toutes. La Serbie, qui était de fait dans le bloc allié, dès décembre 1914, alors qu'il n'était pas encore question de la chute de l'Autriche-Hongrie, déclara que son but était de créer un Etat commun des Serbes, Croates et Slovènes. Les hommes politiques croates et serbes de Dalmatie et de Bosnie formèrent en 1915 à Paris le *Comité Yougoslave* chargé de diffuser auprès des alliés l'idée de l'union entre les trois peuples. De nombreux émigrés en Amérique, aussi bien Croates que Serbes, rejoignirent comme volontaires l'armée serbe, par contre le nombre de volontaires croates et slovènes venus d'Autriche-Hongrie fut très modeste[11].

La Serbie insistait, pour des raisons stratégiques et nationales, sur la création de la Yougoslavie, en refusant de céder des territoires en sud à la Bulgarie en échange de la Bosnie-Herzégovine et de la Dalmatie. L'accord sur la création d'un Etat commun avec les Croates et les Slovènes du *Comité yougoslave,* fut conclu en 1917 à Corfou, où l'armée serbe avait été conduite par des bateaux français après la catastrophe militaire de 1915 et la retraite à travers l'Albanie.

Sous commandement français sur le front d'Orient l'armée serbe réussit une percée et en automne 1918 le Royaume de Serbie fut libéré et restauré. Fin novembre 1918, le Monténégro décida par le plébiscite de Podgorica de s'unir sans conditions avec la Serbie. Dans certaines régions d'Autriche-Hongrie la révolution éclata et les troupes serbes entrèrent en Bosnie. Auparavant la Voïvodine (Bačka, Banat et Baranja) vota l'union inconditionnelle avec la Serbie, puis 48 des 54 communes de Bosnie firent de même. La Dalmatie menaca Zagreb par l'union avec la Serbie sans attendre la Croatie. Le 1er décembre 1918 les représentants du gouvernement provisoire des Slovènes, Croates et Serbes de provinces yougoslaves d'Autriche-Hongrie arrivèrent à Belgrade et déclarèrent au régent Alexandre Karadjordjević leur volonté de créer un Etat commun avec la Serbie. Le régent proclama alors la forma-

10. Vladimir Dedijer, *Sarajevo 1914,* Beograd 1966; Andrej Mitrović, *Prodor na Balkan. Srbija u planovima Nemacke i Austro-Ugarske 1908-1918,* Nolit, Beograd 1983.

11. Milada Paulova, *Jugoslavenski odbor,* Zagreb 1925.

tion du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes[12].

2. *Les conflits nationaux*

La Serbie a donné au nouvel Etat sa dynastie, son appareil militaire et administratif, mais aussi les institutions démocratiques développées de la monarchie parlementaire. Considérant la question nationale définitivement résolue, les Serbes aspiraient à un Etat centralisé selon le modèle français, où la vie politique serait définie par la compétition démocratique de différents partis. Les Serbes, dont les partis politiques, selon le modèle français, n'avaient pas un caractère national, considéraient que la démocratie serait une garantie suffisante pour un développement politique harmonieux.

Les Croates et les Slovènes, groupés dans leur grande majorité au sein de partis à conotation nationale (*le Parti populaire Slovène, le Parti paysan croate*) voyaient le sens du nouvel Etat non dans le développement d'institutions démocratiques, mais dans la poursuite de leur affirmation nationale. La forme de l'Etat, établie en 1921 sans l'approbation des Croates, mis en minorité lors du vote au parlement (simple majorité), devint une source permanente de malentendus, de suspicion mutuelle et de conflits.

Les Croates voyaient dans la Constitution unitaire du pays une menace d'assimilation et de serbisation et cherchaient une nouvelle variante constitutionnelle complexe sur le modèle austro-hongrois. Habitués à s'opposer à Budapest et à Vienne, les Croates poursuivirent la même politique envers Belgrade, considérant la Cour comme le centre de la suprématie 'grand-serbe' dans le pays.

Le nouvel Etat n'avait pas d'homogénéité ethnique, était socialement hétérogène, confessionnellement divisé et chargé du poids d'héritages politiques et culturels divers. Excepté en Serbie, il n'y avait pas de véritable tradition démocratique, les autres peuples voyaient le nationalisme comme le moyen essentiel de la lutte politique.

Conçu comme un pont jeté au-dessus de l'abîme millénaire qui avait séparé des peuples proches les uns des autres, l'Etat yougoslave est devenu rapidement la scène de graves divergences en raison de l'absence d'esprit de conciliation de tous les agents politiques. Le nationalisme yougoslave est

12. Cf. Emile Haumant, *La formation de la Yougoslavie*, Paris 1938; M. Ekmečić, *Ratni ciljevi Srbije 1914*, SKZ Belgrade 1973; Bogdan Krizman, *Raspad Austro-Ugarske i stvaranje jugoslovenske drzave*, Školska knjiga Zagreb 1977; idem, *Hrvatska u prvom svjetskom ratu. Hrvatsko-srpski politicki odnosi*, Globus, Zagreb 1989.

resté un vain projet de l'élite, tandis que le nationalisme de masse, dans les nations qui avaient du retard dans leur intégration nationale comme les Slovènes et les Croates, était xénophobe et intolérant.

Les Serbes, parce que le peuple le plus nombreux, jouissaient d'une suprématie certaine en politique, dans l'armée et dans l'administration, ils considéraient le nouvel Etat comme le prolongement naturel du précédent et étaient surpris par la méfiance et par l'attitude souvent hostile des autres peuples. Ils se sentaient trahis car ils avaient déposé sur l'autel du nouvel Etat la souveraineté de leurs deux Etats indépendants. Les Croates se sentaient de nouveau menacés et frustrés. Economiquement plus forts et plus prospères ils considéraient que la direction des affaires leur revenait ou que pour le moins ils devaient y avoir une place égale à celle des Serbes.

Les Slovènes, soutenus par des partis serbes, constituèrent leurs institutions nationales, tandis que les musulmans de Bosnie, mécontentés par la perte de leurs privilèges et la réforme agraire, qui avait exproprié les propriétaires féodaux, prenant en compte le rapport des forces, coopéraient plus souvent avec Belgrade qu'avec Zagreb. Les rythmes inégaux que suivaient les intégrations nationales, qui engendrèrent des visions différentes de l'Etat commun et empêchèrent durablement la transformation démocratique du pays par toute une série de dissensions sur le plan national, culminèrent à l'été 1928 par l'assassinat de trois leaders croates dans l'Assemblée Nationale. Le roi Alexandre eut alors l'intention d'amputer la Slovénie et une partie de la Croatie, mais sous la pression des partisans serbes et slovènes d'une Yougoslavie unitaire il établit le 6 janvier 1929 une dictature, interdit tous les partis et abolit les nations en proclamant une nation yougoslave dans le cadre d'un Etat — le Royaume de Yougoslavie.

L'Etat commun eut dès ses premiers jours de nombreux ennemis: la Bulgarie, la Hongrie et l'Albanie avaient des prétentions territoriales sur la partie serbe du pays et l'Italie sur la Dalmatie et son arrière-pays. C'est en Italie qu'après 1929 les fascistes croates — les oustachis — trouvèrent refuge: ils adaptèrent l'idéologie d'Ante Starčević à la nouvelle idéologie totalitaire. Partisans d'une grande Croatie, qui comprendrait toute la Bosnie-Herzégovine et la Voïvodine jusqu'à Zemun, ville que seule la rivière Sava sépare de Belgrade, les oustachis sous le patronnage de Mussolini et avec l'appui des autorités bulgares, albanaises et hongroises, ils coordonnèrent des actions terroristes afin de destabiliser l'Etat yougoslave. Puis la crise économique mondiale donna une nouvelle impulsion aux conflits, l'épuisement dû aux conflits nationaux mis fin à toute tentative de modernisation du pays et de

nivellement des différences sociales importantes[13].

L'assassinat du roi Alexandre, avec Louis Barthou, le 9 octobre 1934 à Marseille par les oustachis et les terroristes bulgaro-macédoniens, marqua le début d'une nouvelle crise, qui s'acheva en apparence en 1939 par la création d'une unité croate spécifique de caractère quasi-fédéral, concession directe du régent Paul au mouvement séparatiste croate en pleine croissance, à la veille de la nouvelle guerre mondiale. La réorganisation de la Yougoslavie sur la base du trialisme en une fédération constituée de la Slovénie, de la Croatie (comprenant la Croatie actuel le et des parties de la Bosnie) et des pays serbes (la Serbie, le Monténégro, l'Herzégovine, les deux tiers de la Bosnie, la Macédoine, le Kosovo, dont le centre était Skoplje) fut interrompue par la guerre.

L'attaque hitlérienne suivit de neuf jours le coup d'Etat militaire opéré par des généraux serbes, le 27 mars 1941 à Belgrade, et provoqué par l'adhésion de la Yougoslavie au Pacte tripartite. En punissant les Serbes comme les inspirateurs du coup d'Etat militaire, comme un peuple qui s'opposait énergiquement pour la seconde fois au XXème siècle à l'expansion allemande, Hitler morcela la Serbie en la distribuant aux alliés du Reich intéressés, cédant la Bosnie-Herzégovine et une partie de la Voïvodine, la région où les Serbes constituent une majorité, au régime pro-nazi de Zagreb, aux oustachis d'Ante Pavelić, qui avaient proclamé l'Etat indépendant croate. Les Allemands furent accueillis à Zagreb au printemps 1941 en libérateurs, tandis que Belgrade fut systématiquement démoli par des bombardements et la Serbie centrale placée sous occupation allemande. Dès le début de l'occupation, à la mi-mai, un mouvement de résistance se constitua sous le commandement du colonel Dragoljub-Draža Mihailović, qui se mit au service du gouvernement yougoslave en exil à Londres. Les troupes de Mihailović formaient *l'Armée yougoslave dans la patrie*. La Serbie, pays rural dont la population conservatrice était fidèle aux traditions royalistes, resta fermement jusqu'à la fin de la guerre aux côtés de l'armée de Mihailović qui en 1942 fut promu général et nommé Ministre de la guerre[14].

Les idéologues oustachis disaient publiquement qu'un tiers des Serbes

13. Cf. Branislav Gligorijević, *Demokratska stranka i politički odnosi u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca*, Institut za savremenu istoriju, Belgrade 1970; idem, *Parlament i političke stranke u Jugoslaviji 1919-1929*, Narodna knjiga, Belgrade 1979; Jakob B. Hoptner, *Yugoslavia in Crisis 1934-1941*, New York 1962.

14. Cf. I. Avakumović, *Mihailović prema nemackim dokumentima*, Naša reč, London 1969; Walter R. Roberts, *Tito, Mihailović and the Allies 1941-1945*, New Brunswick University Press, New Brunswick, 1973; Branko Miljuš, *La révolution yougoslave*, Paris 1982.

serait tué, un deuxième tiers exilé et le reste converti au catholicisme et assimilé. Dès l'instauration du pouvoir oustachi, les massacres massifs des Serbes commencèrent, des centaines de milliers d'hommes furent envoyés dans des camps de concentration. En 1941-42, pour ne citer que cette époque, sur deux millions de Serbes vivant dans l'Etat indépendant croate (environ 40% de population totale) plus de 200.000 furent massacrés, et avec la coopération du haut clergé environ 240.000 furent convertis au catholicisme et 118.000 furent expulsés en Serbie qui était sous occupation allemande. Le nombre de Serbes en Croatie se trouva après la guerre réduit de moitié et en Bosnie le nombre des Serbes, malgré une forte natalité, avait considérablement baissé. Le génocide perpétré par les oustachis déséquilibra durablement la structure éthnique des Serbes à l'ouest de la rivière Drina[15].

Parallèlement au mouvement du général Mihailović, formé en mai, à partir de juillet 1941 les communistes, répondant à l'appel de Staline, organisèrent un mouvement de résistance avec à sa tête le secrétaire général du parti, Josip Broz dit Tito. Ils entamèrent en Serbie une guerre civile sanglante promettant à leurs partisans l'instauration d'un système bolchevique une fois la guerre finie. Tandis que Mihailović renonçait à mener des actions d'importance car les Allemands fusillaient cent otages Serbes pour un soldat allemand mort, les communistes poursuivaient leurs attaques armées contre les convois allemands. Par mesure de représailles les Allemands exécutèrent en 1941, dans deux villes de Serbie environ 10.000 civils, dont plusieurs centaines de lycéens. Dès la fin de 1941 les communistes, manquant de solides points d'appui en Serbie, passèrent en Bosnie.

La guerre civile se déchaîna surtout dans les territoires de Bosnie-Herzégovine et de Confins Militaires (*Krajina*) où les communistes trouvèrent dans des régions serbes patriarcales, aux attaches plus lâches avec les traditions étatiques et politiques serbes, plus d'adeptes de l'utopie égalitaire venue de Russie, la protectrice traditionnelle des orthodoxes dans les Balkans. Après la capitulation de l'Italie en 1943, les communistes s'emparèrent d'une grande partie de l'armement italien et augmentèrent rapidement le nombre de leurs partisans. Il y avait parmi les communistes des combattants de toutes les nationalités, cependant les Serbes étaient les plus nombreux, puisque directement menacés par les massacres oustachis. A l'automne 1944, les communistes avec l'aide décisive des troupes soviétiques, libérèrent le pays et instaurèrent leur pouvoir[16].

15. Dušan T. Bataković, "Le génocide dans l'etat indépendant croate", *Hérodote*, No 67 (1992), p. 70-80.

16. Cf. Branko Lazitch, *Tito et la révolution yougoslave (1937-1956)*, Ed. Fasquelle, Paris 1957.

II. LES CAUSES IDEOLOGIQUES

Il n'est pas possible de comprendre le système de la Yougoslavie communiste sans connaître au préalable la politique nationale du Parti communiste yougoslave (PCY). Section de l'Internationale Communiste (du Komintern) depuis 1919, en clandestinité depuis 1921, le PCY, rattaché financièrement et par son organisation à la centrale de Moscou, suivit à la lettre le point de vue de cette dernière sur la question nationale en Yougoslavie durant toute la période d'entre les deux guerres. Pour le Komintern la Yougoslavie était encore en 1920 une "Serbie élargie" et pour sa section yougoslave "l'agent de l'impérialisme français"[17].

Le Komintern lors de son Vème congrès en 1924, pour briser le cordon sanitaire des pays anticommunistes, adopta une nouvelle politique: le droit à la sécession fut accordé aux "peuples opprimés" dans les Etats du camp ennemi au nombre desquels figurait le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Par conséquent le Vème congrès du Komintern accorda formellement le droit à la sécession et à la création de leurs propres Etats à la Croatie, à la Slovénie et à la Macédoine, en soulignant aussi qu'il fallait aider à "la libération des Albanais" de Kosovo.

Pour les communistes yougoslaves le Royaume était "une prison des peuples" où les élites politiques serbes opprimaient les autres peuples et les minorités nationales. Les idées de "l'hégémonie grand-serbe" véhiculée par la "bourgeoisie grand-serbe", étaient dues en grande partie aux thèses de l'élite politique austro-hongroise, qui tenait "le danger grand-serbe" pour l'obstacle principal à sa domination dans les Balkans.

Un tournant décisif, quoique seulement stratégique à l'époque, eut lieu en 1935 avec la nouvelle ligne politique du Komintern visant à la réunion des forces en un "front national" contre "le danger croissant du nazisme et du fascisme en Europe". Le communiste croate Josip Broz Tito, qui avait fait un long séjour à Moscou, devint en 1937 le nouveau secrétaire du PCY, mandaté par le Komintern. Ces instructions et le changement dans le rapport des forces en Europe amenèrent le PCY a apporter son soutien à l'unité de la Yougoslavie[18].

17. Cf. Desanka Pešić, *Jugoslovenski komunisti i nacionalno pitanje 1919-1935*, Rad, Belgrade 1983; B. Gligorijević, *Kominterna, jugoslovensko i srpsko pitanje*, Institut za savremenu istoriju, Belgrade 1992.

18. Cf. Ivan Avakumović, *History of the Communist Party of Yougoslavia*, vol. 1, Aber-

Les bases du système d'après-guerre furent jetées lors de la grande assemblée communiste qui se tint à Jajce le 29 novembre 1943, s'autoproclama représentante de tous les peuples de Yougoslavie et prit le nom de "Conseil Antifasciste de Libération Nationale de la Yougoslavie" (AVNOJ). L'assemblée, qui soi-disant exprimait les désirs de tous les peuples de Yougoslavie, était constituée ad hoc des chefs militaires présents et les combattants de leurs unités formaient le public. Le secrétaire général du parti, Tito, y fut proclamé maréchal de Yougoslavie et les décisions de l'assemblée furent transmises aux forces alliées. Tito déclara que la nouvelle Yougoslavie, communiste, serait basée sur le principe fédéral et que "tous les peuples (...) y seront libres et égaux", tandis que les autres groupes ethniques se verraient garantir "tous les droits des minorités"[19].

La reconstitution de la Yougoslavie dans le cadre de ses frontières d'avant-guerre était une condition *sine qua non* de la politique de Tito, qui promit non seulement un changement de régime, mais aussi "la fraternité et l'unité" en tant que principes qui rémedieraient à toutes les injustices du régime d'avant-guerre.

Tito suivait la vieille règle de Lénine: là où il n'y avait pas de forte classe ouvrière (la Yougoslavie était un pays surtout agraire) il fallait s'appuyer sur les frustrations nationales. Son but principal était et est resté "de briser l'hégémonie grand-serbe", car la Yougoslavie communiste aurait dû être la négation du Royaume. Les Serbes, peuple le plus nombreux, y dominaient la vie politique, ils étaient majoritaires dans l'armée et dans l'administration, mais ils n'avaient pas une position dominante dans le domaine économique, le capital se trouvait en Croatie et en Slovénie qui en disposaient librement.

La punition de la Serbie a commencé par "la deuxième phase de la révolution". La première sous-entendait la prise du pouvoir et la deuxième l'élimination de l'ennemi de classe. "La deuxième phase" de la révolution communiste ne fut poursuivie qu'en Serbie. Des dizaines de milliers de fonctionnaires d'Etat, des avocats, des commerçants et des paysans aisés, des petits industriels et des prêtres d'Eglise orthodoxe, furent accusés de collaboration et exécutés, souvent sans jugement. Par l'élimination de la classe moyenne et la destruction des partis politiques lors de la consolidation du nouveau pouvoir l'épine dorsale de la Serbie fut définitivement brisée. Les

deen University Press, Aberdeen, 1964; B. Petranović et M. Zečević, *Agonija dve Jugoslavije*, Belgrade 1991, p. 192.

19. Cf. B. Petranović, *AVNOJ. Revolucionarna smena vlasti, 1942-1945,* Belgrade, 1976.

communistes serbes, afin de prouver à Tito leur fidélité, se distinguèrent particulièrement en persécutant les dignitaires de l'église orthodoxe serbe, en confisquant de ses biens et en propageant l'athéisme dans la vie publique et culturelle[20].

L'établissement des frontières intérieures en Yougoslavie exprime peut-être le mieux la politique nationale du PCY. Par des décisions internes à la hiérarchie communiste, six républiques furent établies. La Serbie fut fédéralisée ultérieurement afin d'y institutionaliser les droits des minorités, ce qui ne fut pas le cas dans les autres républiques. Les points de départ de la délimitation des républiques ne furent ni la structure ethnique ni les traditions historiques, mais le rayon d'action des comités régionaux du parti formés entre les deux guerres selon le modèle du Komintern. La Serbie fut réduite à ses frontières de 1878, ce qui annulait automatiquement toutes ses batailles de libération depuis les guerres des Balkans jusqu'à la création de la Yougoslavie. L'union inconditionnelle du Monténégro et de la Voïvodine avec la Serbie, résultat du plébiscite de novembre 1918 qui eut lieu avant la formation de la Yougoslavie, fut également annulée. On ne tint pas compte non plus du fait qu'à cette même époque, avant la création du royaume yougoslave le 1er décembre 1918, 48 des 54 communes de Bosnie et Herzégovine avaient proclamé l'union avec la Serbie.

Si le Monténégro, pour des raisons historiques et étatiques, pouvait être constitué en une unité fédérale à part, ses frontières avec la Serbie furent, cependant, dessinées sans consultation aucune de la population concernée. Pour qu'en Voïvodine, où les Serbes selon le recensement de 1948 formaient la majorité absolue (50,58%) tandis que les Hongrois représentaient 25,78%, les droits d'une minorité soient assurés un nombre double de Serbes fut séparé de la Serbie. En septembre 1945 la région autonome Kosovo-Metohija fut créée au sein de la Serbie fédéralisée. Les Albanais y représentaient 8,15% de population. A cette même époque il y avait 17,12% d'Albanais et 8,32% de Turcs en Macédoine, mais on ne leur accorda pas l'autonomie prévue. Aucune autonomie ou unité fédérale ne fut envisagée pour les Serbes qui vivaient en groupes compacts dans les régions de l'ancien Confins Militaires (Vojna Krajina) et représentaient 14,47% de population de la Croatie, ce qui équivalait approximativement au pourcentage des Hongrois et Albanais pris ensemble sur le territoire de la Serbie fédérale. L'autonomie ne fut accordée

20. A. Jevtic, *Srpska crkva u drugom svetskom ratu,* Serbia i komentari, 1990/1991, p. 87-162. Sur les relations religieuses cf. Stella Alexander, *Church and State in Yugoslavia since 1945,* Cambridge University Press, Cambridge 1979.

ni à la nombreuse minorité italienne en Istrie, ni à la Dalmatie qui avait pourtant un passé historique particulier plus important que le Kosovo ou la Voïvodine. La Bosnie-Herzégovine, avec à l'époque une majorité relative serbe (44,3% de Serbes, 30,7% de Musulmans et 23,9% de Croates) devint également une unité fédérale à part, ce qui provoqua une grande méfiance dans les rangs serbes. Les partisans communistes en Bosnie et Herzégovine avaient demandé pendant la guerre à ce que celle-ci obtienne le statut d'une région de Serbie, mais Tito rejeta énergiquement de tels projets[21].

Lors du Congrès qui vit la formation du Parti communiste de Serbie en mai 1945, Tito avait expliqué cela ainsi: "Différents éléments, des ex-scribes ou notaires, disent que Tito et les communistes ont déchiré la Serbie. La Serbie est en Yougoslavie et nous ne pensons pas former à l'intérieur de la Yougoslavie des Etats qui se feront la guerre. Si la Bosnie-Herzégovine est égale en droit, s'ils (les peuples de Bosnie-Herzégovine) ont leur unité fédérale, cela ne veut pas dire que nous avons déchiré la Serbie, mais que nous avons rendu heureux les Serbes de Bosnie aussi bien que les Croates et les Musulmans. Il ne s'agit que d'une division administrative"[22].

Le danger d'un partage de la Serbie et la transposition incontestable des visions austro-hongroises dans ce redemolage moderne de la question serbe furent très clairement diagnostiqués par l'historien Slobodan Jovanović, président du gouvernement royal en exile (1942-1943): "la relique la plus opiniâtre de l'ancienne propagande autrichienne contre les Serbes est l'idée que la Serbie n'a rien à faire au-delà des frontières qui lui furent octroyées en 1878 au Congrès de Berlin (...) Il y avait même des Yougoslaves qui considéraient nos aspirations à dépasser les frontières de 1878 comme un signe de chauvinisme serbe —et à ce chauvinisme ils imputaient jusqu'à nos protestations contre la délimitation faite par Tito de l'unité fédérale serbe. A en croire de telles opinions, il apparaîtrait donc que les Serbes dussent se contenter, en Yougoslavie, des frontières que leur eût laissées l'Autriche si l'unification yougoslave s'était faite sous la houlette de la dynastie des Habsbourg"[23].

Les points de vue de Tito devaient beaucoup à la projection austro-hongroise de la question nationale serbe et de sa résolution. Personnalité formée à l'époque de l'Autriche-Hongrie, combattant contre la Serbie en

21. Kosta Čavoški, *Iz istorije stvaranja nove Jugoslavije*, Naša reč, London 1987.

22. A. Djilas (éd.), *Srpsko pitanje, Politika*, Belgrade 1991, p. 114.

23. S. Jovanović, *Jedan prilog za proučavanje srpskog nacionalnog karaktera*, Windsor Canada, 1964, p. 31.

1914, Tito suivit les positions similaires du Komintern, mais dans une autre option idéologique. Par sa façon de chercher à resoudre la question nationale dans les Balkans il a, en effet, mérité l'appellation lucide que lui a donnée l'historien britannique A. J. P. Taylor en 1948 qu'il a répétée au moment de sa mort en 1980, soit "le dernier des Habsbourg". Dans sa vision de la question serbe Tito faisait de moins en moins la différence entre la bourgeoisie et le peuple[24].

L'exemple de la fédéralisation de la Serbie, dont les frontières délimitaient un espace à peine plus grand que celui dessiné par Hitler en 1941, démontre que le contrôle constant de cette Serbie réduite, foyer potentiel de l'hégémonie grand-serbe, fut la condition sine qua non de son règne. Tito assurait le contrôle des Serbes en manipulant adroitement les aspirations nationales inassouvies des vieilles nations aussi bien que des nouvelles et des minorités à l'intérieur de la Serbie.

En homme politique pragmatique Tito sut transformer la rupture avec l'Union Soviétique de juillet 1948 en son plus grand succès. Le fameux schisme vit l'avènement de la voie particulière de la Yougoslavie hors des chemins battus du communisme de Moscou. Tito gagna ainsi à l'époque de la guerre froide les sympathies unanimes de l'Occident, confirmées par une aide financière constante. Le PCY changa son nom en Ligue des communistes de Yougoslavie et le système de l'autogestion fut inauguré en tant que nouvelle doctrine de l'organisation intérieure. Tout en étant un méli-mélo de vaines tirades, qui engendra en pratique un énorme appareil bureaucratique, bloquant complètement le développement économique, l'autogestion faisait rêver les intellectuels de gauche comme une innovation importante du socialisme[25].

A l'époque du système centraliste en Yougoslavie (1945-1966) la tâche principale du parti communiste était de consolider le pouvoir après la rupture avec Moscou, par une violente répression de "l'ennemi intérieur". Des dizaines de milliers de partisans de Staline trouvèrent la mort dans des camps dont le régime n'avait rien à envier aux goulags soviétiques. Le gel des conflits ethniques et des vieilles intolérances à l'époque du centralisme n'avait qu'un caractère purement idéologique, le Service de Sécurité en était le garant.

L'amorce de la décentralisation avec des éléments accentués de con-

24. A. J. P. Taylor, *The Habsburg Monarchy*, London 1948.

25. Wayne Vucinich (éd.), *Contemporary Yougoslavia. Twenty Years of Socialist Experiment*, University of California Press, Berkeley, 1969; Denison Rusinow, *The Yugoslav Experiment 1948-1974*, C. Hurst and Company, London 1977.

fédéralisme fut le résultat de la purge en 1966, qui marqua la consolidation du règne personnel de Tito, menacé par l'influence du toutpuissant Service de la Sécurité d'Etat. Tito mit en marche la décentralisation du pays. En stimulant les controverses nationales et en augmentant les compétences de chacune des républiques il rétablit son règne incontesté, soutenu par l'équilibre délicat des intérêts opposés. Sa politique globale de transfert des compétences fédérales aux républiques et aux régions autonomes marqua un tournant par rapport aux solutions précédentes. La meilleure preuve en fut le limogeage de la direction libérale du parti serbe, qui avait tenté au début des années soixante-dix d'introduire certains standards occidentaux dans l'économie d'une part et d'autre part d'éliminer l'influence des forces conservatrices autour de Tito en donnant un caractère du parti de masse et enfin d'établir le contrôle sur l'ensemble de la Serbie. Resté fidèle au concept marxiste-léniniste du parti Tito vit dans le modèle réformiste serbe un danger pour son pouvoir, plus grand encore que celui présenté par la police secrète dix ans auparavant. Dans son règlement de comptes avec les dirigeants serbes, Tito manipula adroitement les mouvements nationalistes croate et albanais comme des contrepoids à ses nouveaux adversaires idéologiques. En soutenant les nationalistes croates Tito établit une symétrie avec les réformistes serbes, afin de pouvoir limoger les uns et les autres suivant le modèle de la "symétrie" dont on punit tout nationalisme. Cependant Tito introduisit dans les amendements constitutionnels presque toutes les revendications des nationalistes croates, tandis que la Serbie fut mise dans une position politique et économique subordonnée et rendue entièrement dépendante de ses régions autonomes[26].

En soutenant des tensions nationales, dont il était l'arbitre suprême, Tito non seulement arrêta durablement toute tentative de réforme économique et de changements des rapports politiques, mais il menaça sérieusement l'unité de l'Etat. Au lieu d'introduire des réformes il choisit comme principe de gouvernement le modèle du communisme national, car la quasi-confédération annonçait la désintégration de l'Etat en changeant l'essence même, le caractère de l'Etat et son type de structure. Les amendements à la constitution de 1963 adoptés en 1971 et intégrés dans la constitution de 1974 confirmèrent la désintégration de l'Etat sur plusieurs points: les républiques furent définies comme des Etats basés sur la souveraineté des peuples et la Yougoslavie devint un Etat fédéral — une communauté des peuples et de leurs républiques socialistes réunis de leur plein gré. En même temps les régions

26. D. T. Batakovič, *The Kosovo Chronicles*, Plato, Belgrade 1992, pp. 32-36.

autonomes reçurent le statut d'éléments constitutifs de la fédération, de fait elles échappèrent à la juridiction de la Serbie, république dont elles faisaient partie. Les amendements constitutionnels et la Constitution de 1974 favorisèrent la tendance à la formation d'Etats nationalement homogènes, excepté pour les Serbes, dispersés dans cinq des six républiques et dans deux provinces autonomes. De ce fait, la Bosnie-Herzégovine, république ethniquement hétérogène, tendait à devenir la république des Musulmans.

Les critiques des intellectuels opposants concernant les amendements et la Constitution de 1974 démontraient que la Serbie serait dans une position subordonnée et que la nouvelle constitution susciterait de nouveaux conflits nationaux. Ils furent tous condamnés, licenciés et laissés dans une isolation complète. Les idéologues du titisme conservateur, national-communiste, en majorité des communistes croates et slovènes (Edvard Kardelj, Vladimir Bakarić, Stipe Šuvar), guettaient tout signe de déviation idéologique dans la culture et dans la science de la capitale, rappelant constamment le danger qui pouvait venir des intellectuels rebelles de Belgrade[27].

Les intérêts particuliers des républiques et des régions, énergiquement défendus par les nomenklaturas locales, indiquaient déjà que la disparition physique de Tito ferait du nationalisme non seulement le bourreau du communisme en Yougoslavie, mais de l'Etat commun aussi. L'étrange symbiose du communisme et du nationalisme, base du pouvoir incontesté de Tito, était favorable au renouveau du nationalisme en tant qu'idéologie collective au sein des unités fédérales, car elle donnait une légitimité aux rêves nationalistes irréalisés[28].

L'absence de responsabilité civile, de respect des droits de l'homme et d'institutions démocratiques dans les conditions d'une modernisation superficielle constituaient un sol fertile à la renaissance de vieilles intolérances nationales provisoirement mises en sourdine. La mort de Tito (le 4 mai 1980) supprima l'autorité incontestée qui personnifiait, et pas seulement formellement, l'unité du pays.

CONCLUSION

La façon dont la Yougoslavie allait se morceler ne dépendait plus de

27. Cf. Paul Shoup, *Communism and the Yugoslav National Question,* New York 1968; Pedro Ramet, *Nationalism and Federalism in Yugoslavia 1963-1983,* Indiana University press, Bloomington 1984; Nora Beloff, *Tito's Flawed Legacy,* Golanz London 1985.

28. Stevan K. Pavlowitch, *The Improbable Survivor. Yugoslavia and its Problems 1918-1988,* C. Hurst and Company, London 1988.

facteurs internes. Aveuglés par leurs intérêts particularistes, les dirigeants communistes étaient totalement incapables de dépasser les contradictions nationales.

La communauté internationale qui opta, à abord, pour les solutions les plus simples, dans un premier temps pour la survie de la fédération yougoslave puis pour sa division selon les frontières républicaines existantes, ne fit qu'achever le projet communiste par la Yougoslavie, fondé sur l'interprétation communiste du seul princepe national. La communauté européenne chercha à trouver une solution à la crise yougoslave sans résoudre la question nationale, sans comprendre que cela rendait la paix impossible. L'intégration nationale croissante de tous les peuples dans l'espace yougoslave, à l'exception des Serbes, conduisit inévitablement à la dissolution de la communauté multinationale. La violence de cet éclatement est due à la nature du pouvoir communiste. Pour les Européens, la dislocation de la Yougoslavie signifia la victoire d'un principe national exclusif en dépit de tous les autres principes avant tout économiques et démocratiques sur lesquels se fonde l'Europe contemporaine.

Institut des etudes balkaniques
Académie serbe des Sciences et des Arts
Belgrade